

Déclaration sur le mariage

S'inspirant de notre théologie et de notre tradition respectives, nous concevons l'essence même du mariage comme étant l'union d'une femme et d'un homme. Chacune à sa manière perçoit la signification religieuse du mariage. Cette compréhension de la structure unitive du mariage n'est toutefois pas exclusivement religieuse; elle a toujours été présente dans les sociétés et les cultures du monde depuis les temps immémoriaux. La déclaration publique suivante précise la nature et la forme généralement acceptées du mariage.

Nous, soussignés, maintenons que l'institution du mariage est une alliance publique entre un homme et une femme au sein d'une relation amoureuse, permanente et exclusive, qui peut servir à l'enrichissement de notre société. Le mariage jette un pont entre les différences sexuelles, qu'il célèbre, et constitue la relation première au sein de laquelle les enfants sont conçus et élevés.

L'institution du mariage garantit aux enfants leur droit fondamental de connaître leur mère et leur père et d'être élevés par eux au sein du type de relation le plus stable qui soit. Comme l'a indiqué le juge La Forest de la Cour Suprême, dans une partie de l'opinion majoritaire dans l'affaire *Egan c. Canada* : la définition du mariage « repose fermement sur la réalité biologique et sociale qui fait que seuls les couples hétérosexuels ont la capacité de procréer, que la plupart des enfants sont le fruit de ces unions et que ce sont ceux qui entretiennent ce genre d'union qui prennent généralement soin des enfants et qui les élèvent. En ce sens, le mariage est, de par sa nature, hétérosexuel ».

Le fait que les couples mariés ne parviennent pas toujours à vivre pleinement cet idéal au Canada n'est pas une raison pour détourner le mariage de son objectif. En tant qu'alliance pour la vie entière entre un homme et une femme, le mariage est une institution plus ancienne que nos plus vieilles organisations démocratiques et parlementaires, et que nos plus antiques systèmes juridiques. Aucun code légal jamais promulgué n'est aussi universellement reconnu que le mariage. En reconnaissant l'institution du mariage, la société affirme réellement et symboliquement que l'enfant a le droit de connaître sa mère et son père, et d'être éduqué par eux — un droit reconnu par la Convention internationale des droits de l'enfant, qui a d'ailleurs été ratifiée par le Canada. Bien que des enfants ne soient pas issus de tous les mariages, il reste que la plupart des enfants naissent dans ce cadre. Il s'agit donc de la situation dans laquelle une femme et un homme expérimentent ensemble la responsabilité co-parentale, incarnant les différences et la complémentarité des sexes, et travaillant amoureusement à transmettre le meilleur d'eux-mêmes à leur progéniture.

En tant qu'institution sociale, le mariage se préoccupe principalement du bien commun et non des droits individuels. Le mariage entre une femme et un homme mérite donc une protection gouvernementale et une reconnaissance sociale déférentes. L'intérêt de l'État pour l'institution du mariage a toujours été, et devrait continuer à être, l'union d'un homme et d'une femme pour le bien de la société. Il est d'importance vitale pour la stabilité et la sécurité de notre pays et de ses enfants de reconnaître cette relation distinctive dans nos lois et nos politiques publiques. Comme l'a si justement reconnu un récent rapport parlementaire de l'Assemblée nationale française : « L'intérêt de l'enfant doit primer sur l'exercice de la liberté des adultes. »

En changeant la définition du mariage, on fait fi d'un passé et d'expériences de vie plus que millénaires. Redéfinir le mariage comme union « entre deux personnes », c'est éclipser l'essence même et le plein objectif du mariage; c'est faire abstraction de l'intime connexion qui existe entre mariage, complémentarité des sexes, procréation et éducation des enfants. Une fois coupé de sa nature et de son objectif, le mariage n'est plus qu'un euphémisme pour identifier un rapport personnel étroit entre deux adultes consentants. Une telle compréhension réduit à la fois les dimensions sacrée et civile du mariage, tout en négligeant de promouvoir le bien commun de la société.

Les communautés de foi canadiennes ont besoin de mots pour traduire leurs principes et croyances; elles ont aussi besoin de liberté pour promouvoir et favoriser des façons de vivre qui ont traversé l'épreuve du temps. Comment pourront-elles promouvoir une institution désormais identifiée par un mot qui a été vidé de son sens réel — une institution qui a été légalement redéfinie et qui possède des significations différentes pour différentes personnes? Quel langage utiliseront-elles pour encourager cette relation distinctive et nécessaire? Leur vision étant éventuellement perçue comme étroite et intolérante, pourront-elles exprimer publiquement leurs croyances et auront-elles la liberté nécessaire pour en vivre? Déjà, des officiels chargés des mariages et des fournisseurs de services voient leur liberté de conscience violée.

Pour éviter que les générations futures soient privées de l'institution distinctive et fondamentale du mariage, nous demandons aux membres du Parlement du Canada et à tous les Canadiens de reconsidérer la décision de redéfinir le mariage et de travailler ensemble pour rétablir dans nos lois et nos politiques publiques la définition historique et universelle du mariage, reflet de sa nature unique et essentielle.

Signée le 9 novembre 2006 par :

Anglican Coalition in Canada, Révérend Paul Carter, animateur du réseau

Apostolic Church of Pentecost of Canada Inc., Révérend Wesley E. Mills

Associated Gospel Churches, Révérend Bud Penner

Association musulmane de Colombie-Britannique, Daud Ismail, président, Imam Ziyad Delic et Maulana Shadat Husain, prêcheur en chef

Baptist General Conference of Canada, Révérend Jamey McDonald

Baptist Union of Western Canada, Révérend Jeremy Bell

Brethren in Christ Church in Canada, M. Brian Bell

Canadian Conference of Mennonite Brethren Churches, David Wiebe, directeur exécutif

Canadian Convention of Southern Baptists, Révérend Gerald Taillon, animateur national du ministère

Canadian Fellowship of Churches and Ministers, Révérend Glen R. Stead

Church of God in Canada (Anderson) – Western/Camrose, Révérend John D. Campbell

Church of God in Canada (Cleveland), Révérend Ralph R. Clagau

Communauté de l'Alliance chrétienne du Canada, Révérend Len Goddard, président

Communauté musulmane druze de Montréal, Cheikh Hassan Ezzedine, représentant

Conférence baptiste nord-américaine, J. Gordon Harris, directeur exécutif intérimaire

Conférence des évêques catholiques du Canada, + André Gaumond, archevêque de Sherbrooke, président

Congregational Christian Churches In Canada, Révérend David Schrader

Conseil supérieur de la communauté musulmane chiite au Canada, Vénérable Sayed Nabil Abbas, représentant

Convention baptiste de l'Ontario et du Canada, Le Très Révérend Kenneth Bellous, ministre exécutif

Convention des Églises baptiste de l'Atlantique, Révérend Harry G. Gardner

Diocèse canadien de l'Église apostolique arménienne, Sa Grâce l'évêque Bagrat Galstianian, primat

Église adventiste du 7^e jour, Pasteur Daniel Jackson, président

Église anglicane catholique du Canada, Peter Wilkinson, O.S.G., métropolitain et évêque ordinaire

Église épiscopale méthodiste britannique, Le Très Révérend Maurice Hicks, surintendant général

Église luthérienne du Canada, Rev. Dr. Ralph Mayan, national president

Église orthodoxe copte du Canada, Le R.P. Ammonius Guirguis, protoprêtre

Église orthodoxe d'Amérique, Le Très Révérend Seraphim, évêque d'Ottawa et du Canada

Église orthodoxe égyptienne Tewahedo du Canada dans l'hémisphère occidental, Le R. P. Messale Engeda, prêtre président

Église orthodoxe ukrainienne du Canada, Son Éminence John, primat

Église réformée en Amérique, Synode régional du Canada, Révérend Siebrand Wilts, clerc

Églises chrétiennes évangéliques canadiennes, Révérend David P. Lavigne

Église wesleyenne du Canada, Révérend Donald Hodgins

Evangelical Covenant Church of Canada, Jeff Anderson, président

Evangelical Free Church of Canada, M. Ron Unruh, président.

Evangelical Mennonite Conference, M. Len Barkman

Evangelical Mennonite Mission Conference, Révérend Allen Kehler

Evangelical Missionary Church of Canada, Révérend Phil Delsaut

Fellowship of Evangelical Baptist Churches in Canada, M. John Kaiser

Foursquare Gospel Church of Canada, Révérend Tim Peterson

Islamic Supreme Council of Canada, Syed B. Soharwardy, président

Métropole orthodoxe grecque de Toronto (Canada), Son Éminence le Métropolitain Sotrios, archevêque

National Alliance of Covenanting Congregations, M. Geoff H. Wilkins

Pentecostal Assemblies of Canada, Révérend William D. Morrow

Pentecostal Assemblies of Newfoundland & Labrador, Révérend Paul Foster

The Christian and Missionary Alliance in Canada, M. Franklin Pyles

The Evangelical Fellowship of Canada, M. Bruce J. Clemenger, président

The Fellowship of Christian Assemblies of Canada, Révérend Glen Forsberg, président, comité ministériel

The Free Methodist Church in Canada, Keith Elford, évêque

United Brethren Church in Canada, Brian Magnus, évêque

Vision Ministries Canada, Pasteur Gord Martin